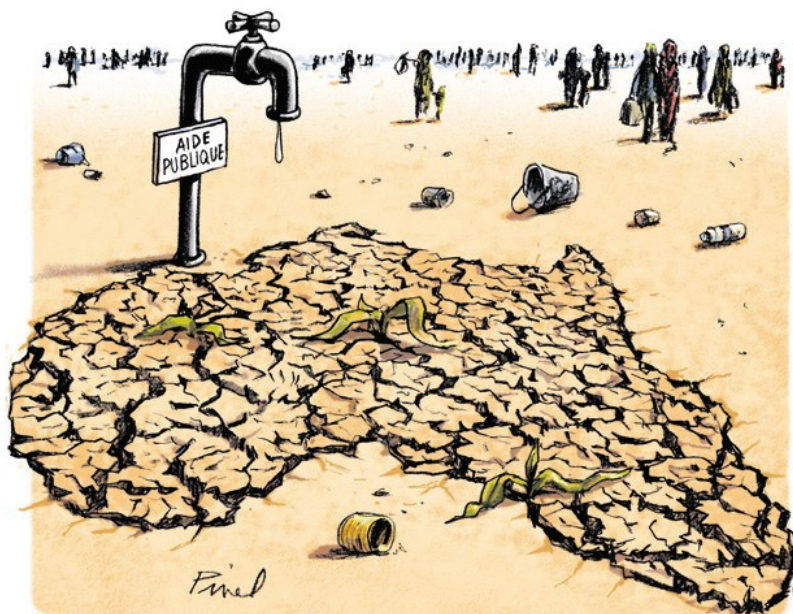


[ACCUEIL \(/\)](#)[IDÉES - DÉBATS \(HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/IDÉES-DEBATS/INDEX.PHP\)](https://www.lesechos.fr/idees-debats/index.php)[EDITOS & ANALYSES](#)

L'Afrique doit sortir de l'aide publique au développement

JACQUES HUBERT-RODIER ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=171](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=171)) / Editorialiste
diplomatie Les Echos | Le 21/06 à 06:00



L'Afrique doit sortir de l'aide publique au développement - Pinel pour « Les Echos »

L'aide publique au développement n'a pas atteint son objectif de réduire la pauvreté en Afrique. Sa raréfaction oblige à recourir à de nouvelles formes de cofinancement et d'encourager les investissements.

Pourquoi les quelque 1.000 milliards de dollars d'aide au développement publique au cours des cinquante dernières années n'ont-ils pas permis aux Africains d'améliorer leur situation, se demandait Dambisa Moyo dans un ouvrage publié il y a huit ans « L'Aide fatale » (éditions JC Lattès) ? Et l'économiste zambienne, sortie d'Oxford et

d'Harvard, de préconiser à cette époque un abandon progressif de cette aide au développement, qui comptait pour près de 15 % du PIB africain. Selon elle, comme pour nombre d'autres économistes aujourd'hui, cette aide a eu de multiples effets néfastes : distorsion de la concurrence, corruption des classes dirigeantes, administration pléthorique et aggravation des tensions ethniques pour le partage du « butin ».

PUBLICITÉ

Distribuée sous forme soit de dons, soit de crédits bonifiés, cette aide a également conduit à une forte augmentation de l'endettement des pays concernés. Les conditions qui y ont été assorties, comme celle d'une plus grande rigueur budgétaire et d'une meilleure gouvernance, s'apparentent enfin, selon nombre d'experts, à une forme de paternalisme à l'égard des pays pauvres. Le fonds d'urgence de lutte contre le sida en Afrique, créé par le président George W. Bush, avait ainsi été accompagné de dépenses en faveur de la promotion de l'abstinence sexuelle et de la fidélité conjugale. Ce qui avait provoqué une levée de boucliers de la part de nombre d'ONG. Mais, surtout, pour une économiste comme Dambisa Moyo, autant le plan Marshall, qui visait à aider l'Europe à se redresser après la Seconde Guerre mondiale, a été une réussite, autant l'aide à l'Afrique, largement calquée sur ce modèle, n'a pas permis au continent de sortir de la pauvreté ni de construire les infrastructures nécessaires à son développement. Et si l'Asie, en premier lieu la Chine et l'Inde, a vu son taux d'extrême pauvreté se réduire rapidement, il atteint encore aujourd'hui, selon la Banque mondiale, plus de 35 % de la population en Afrique subsaharienne.

Certes, l'ouvrage de Dambisa Moyo s'était attiré des critiques comme celle de Jean-Michel Severino, alors directeur de l'Agence française de développement. Mais ce responsable, aujourd'hui à la tête de fonds éthiques consacrés à l'Afrique, reconnaissait un mérite à ce « *mauvais livre* » : celui d'ouvrir un débat. Un débat d'autant plus ouvert que, dans ses dernières « Perspectives de l'économie mondiale », le Fonds monétaire international (FMI) évoque la « *raréfaction* » de l'aide publique au développement pour les pays les plus pauvres. L'objectif fixé depuis les années 1970 selon lequel les pays

« riches » devaient consacrer 0,7 % de leur PIB à cette aide n'a été réalisé que par cinq pays membres de l'OCDE, et encore, pour certains, de façon éphémère. La France atteint à peine 0,4 %.

« Substituer le partenariat au paternalisme »

La tendance à la raréfaction est d'autant plus paradoxale que les donateurs, bilatéraux et multilatéraux, ont modifié leur conception même du soutien au développement qui s'éloigne de plus en plus d'une aide directe aux Etats et s'oriente vers des formes de cofinancement et de soutien à l'investissement privé. Car il ne faut pas se faire d'illusions : la philosophie des donateurs a changé, à l'image de l'Amérique post-Obama. « *Ce n'est pas le président Donald Trump qui parlera d'un plan Marshall pour sortir les pays de la pauvreté* », souligne Rosa Whitaker, qui fut la première représentante du commerce international (« USTR for Africa ») sous Bill Clinton puis George W. Bush.

Le premier projet de budget de l'administration Trump pour l'exercice 2018 est d'ailleurs un signal clair : s'il ne touche quasiment pas à l'aide militaire allouée à Israël et à l'Egypte, le budget du département d'Etat et, singulièrement, de l'aide au développement a été réduit d'un tiers, souligne Scott Morris du Center for Global Development. L'aide humanitaire d'urgence et le soutien aux programmes d'éradication des maladies sont les plus touchés. La contraction de l'aide publique au développement s'accompagne aussi d'une réduction des envois de fonds des migrants.

Le Camerounais Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, affirmait au magazine « Jeune Afrique » que « *la façon dont nous concevons les financements a évolué* ». Pour les trois ans à venir, l'institution a mobilisé 57 milliards de dollars, alors qu'il faudrait 48 milliards de dollars par an pour les seules infrastructures du continent. Le débat sur l'aide s'est ainsi déplacé alors que la Chine ou encore l'Inde investissent massivement en Afrique. Selon Rosa Whitaker, qui a créé en 2003 une structure, TWG, visant à mobiliser des investissements de multinationales vers l'Afrique sans « *recourir à l'aide publique* », il est clair qu'aujourd'hui « *il faut substituer le partenariat au paternalisme* ». L'investissement privé doit, pour elle, viser à réduire la pauvreté et permettre à l'Afrique de faire son entrée dans le commerce international. La réorientation des financements a déjà largement commencé. L'Agence française de développement, en s'adossant à la Caisse des Dépôts, vient de décider de financer des infrastructures avec la création récente d'un fonds doté de 600 millions d'euros.

Il y a urgence, alors que la croissance économique en Afrique s'est nettement ralentie à 1,4 % en 2016 et le rebond prévu par le FMI à 2,5 %, grâce au redressement de la production pétrolière du Nigeria ou à la hausse des dépenses publiques en Angola, sera largement insuffisant pour faire face à la croissance de la population. Celle-ci devrait passer de 1,2 milliard à 4,4 milliards de personnes en Afrique à la fin de ce siècle.

Jacques Hubert-Rodier

Editorialiste de politique internationale

LES POINTS À RETENIR

Les quelque 1.000 milliards d'aide publique des cinquante dernières années n'ont pas permis aux Africains d'améliorer leur situation.

Elles ont entraîné au contraire de multiples effets néfastes comme la corruption ou l'endettement

Notre époque s'éloigne de plus en plus d'une aide directe aux Etats, et s'oriente vers des formes de cofinancement et de soutien à l'investissement privé.

[@jhrodier \(https://twitter.com/jhrodier\)](https://twitter.com/jhrodier)

Suivre

LSC
La Liberté, le Progrès et le Travail

**France en
Faillite**

Apprêtez-vous à connaître une
crise sévère qui changera tout
de votre façon de vivre.

